

der quand il participera au débat sur l'assurance frais médicaux pour nous expliquer le rapport entre l'assurance frais médicaux et l'inflation.

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'attends une occasion de participer au débat. Il m'a semblé que le temps le plus opportun serait à l'étape du comité plénier, car je pourrais alors traiter de deux ou trois questions qui pourraient revêtir une importance particulière pour le ministre des Finances.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

L'ONTARIO—PRÉSUMÉ RETARD DU RÉGIME DES BOURSES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Stanbury (York-Scarborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Étant donné les besoins financiers urgents de nombreux étudiants d'université de l'Ontario et la consternation générale suscitée par les restrictions et les retards imposés dans le programme de bourses d'études du gouvernement de l'Ontario, le ministre peut-il assurer la Chambre que le gouvernement du Canada n'a ni imposé ni dicté des délais ou des restrictions? Pourrait-il aussi insister auprès de la province de l'Ontario pour que celle-ci fasse une distribution immédiate et équitable des fonds que la Chambre a accordés pour l'aide aux étudiants?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, cette question exigerait une réponse plus longue qu'il ne conviendrait à l'appel de l'ordre du jour. Je ferai très prochainement une brève déclaration à l'appel des motions.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il en profiter pour expliquer pourquoi on n'a pas accordé les 10,000 bourses d'études de \$1,000 chacune?

L'hon. M. Ricard: Ces bourses figuraient au programme du parti libéral.

RADIO-CANADA

LA DÉSIGNATION D'UN PRÉSIDENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. L'honorable représentante pourrait-elle dire à la Chambre quand sera nommé le nouveau titulaire du plus haut poste à Radio-Canada et si la politique d'alternance entre président de langue française et président de langue anglaise sera maintenue?

[M. Prittie.]

L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je suis heureuse d'annoncer que la nomination se fera lorsque M. Ouimet quittera son poste. Je voudrais profiter de l'occasion pour ajouter que les rumeurs circulant dans les journaux, dans les nouvelles comme dans les articles, sont dénuées de tout fondement.

L'INDUSTRIE

LE BOYCOTTAGE DE MARCHÉS DE DENRÉES ALIMENTAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au très honorable premier ministre. A-t-il quelque rapport à faire à la Chambre au sujet du boycottage des épicerie à succursales multiples par les ménagères de l'Ontario et du Québec?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question du député est irrecevable.

LES CÉRÉALES

CHURCHILL—L'ENTREPOSAGE À L'ÉLEVATEUR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Étant donné que le National-Canadien est convaincu d'avoir assez de wagons couverts pour alimenter les éleveurs à Churchill et que, selon la Commission canadienne du blé, le National-Canadien n'a pas assez de wagons couverts pour transporter toutes les céréales que la Commission aimerait lui voir transporter, le ministre ne demanderait-il pas aux deux personnes les plus haut placées du National-Canadien et de la Commission du blé de se rencontrer pour décider si les éleveurs à Churchill peuvent être remplis cet hiver ou non?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, à cause de l'importance des questions posées hier, j'ai eu une conversation avec la Commission du blé. J'aimerais lire une ou deux phrases du message que j'ai reçu de la Commission et dans lequel elle indique les raisons de sa politique. Je crois que cela répondra à la question du député. Je cite:

Lorsque la saison des expéditions à Churchill a pris fin, la Commission a dû choisir soit de remplir le terminus à Churchill, soit de continuer à encourir des frais d'entreposage assez considérables au port de Vancouver. Nous avons choisi de demander au National-Canadien d'acheminer les wagons immédiatement vers Vancouver afin qu'on puisse assurer les ventes promises.

M. Simpson: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre ne pense-t-il